

LILLE

# La Prévention spécialisée menacée

De nouvelles orientations budgétaires départementales menacent deux clubs de prévention spécialisée dans la métropole lilloise. Inquiets, les éducateurs se mobilisent depuis plusieurs mois.

Tout commence en février 2018. Les salariés de deux clubs de prévention de la métropole lilloise, Rencontres et Loisirs ainsi que Avenir et Loisirs, apprennent oralement, par leurs chefs de service, que leurs associations sont sur la sellette. En cause, la diminution, déjà amorcée les années précédentes, des budgets alloués à la prévention spécialisée par le conseil départemental du Nord. Le conseil départemental recentre les moyens de la prévention spécialisée sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Une façon, selon les éducateurs mobilisés, de faire des économies.

Une stratégie qu'ils trouvent absurde: « C'est justement parce qu'on a bien fait notre boulot que ces quartiers dans lesquels on intervient ne sont pas classés "politique de la ville". », souligne, Gaël Santune l'un des éducateurs concernés. « Si on regarde ce qu'une politique de prévention fait économiser à la société, en diminuant le nombre d'enfants placés, le nombre d'allocataires du RSA, etc., entre ce qu'on permet d'éviter comme coût et ce qu'on coûte, le décalage est énorme », renchérit Karim Belmekki, délégué syndical Sud Santé Sociaux.

Mais le conseil départemental rechigne à entendre leur voix. Depuis plus d'un an, le Collectif Carrefour prévention, réunissant des salariés – syndiqués ou non – de quatre clubs de prévention spécialisée, parmi lesquels les deux concernés par une fermeture probable, demande à rencontrer le vice-président du conseil départemental en charge de l'enfance, de la famille et de la jeunesse. En vain. Seuls les dirigeants des clubs de prévention sont invités à la table des négociations. Les courriers du collectif sont eux restés lettre morte jusqu'au mois d'avril 2018. À la suite d'une manifestation le 3 avril, une réponse est enfin arrivée. « Un texte



Le collectif d'éducateurs a mené plusieurs manifestations, dont une le 22 mai, ici celle du 19 avril

très édulcoré qui n'a rien à voir avec ce qui a été dit verbalement. », selon Jean-Claude Kamowski, représentant syndical Sud Santé Sociaux.

## Entre deux mondes

Le courrier résume les orientations globales en matière de prévention spécialisée, sans se positionner sur le sort des deux clubs en danger ni proposer de rencontre avec le collectif. Jean-Claude Kamowski le déplore: « On est des experts de terrain, et on n'est pas sollicités. Les élus partent de leurs représentations, alors que nous on part du terrain. Il y a un monde entre les deux... »

Le collectif réunit désormais une centaine de salariés. « Des collègues au départ silencieux nous rejoignent », indique Dominique Henning, délégué syndical du Syndicat national des animateurs techniciens et éducateurs (Snate). L'objectif est de défendre la trentaine de postes concernés par une potentielle

fermeture, mais aussi les publics accompagnés. « Nos publics sont inquiets. Ils nous disent: « Vous avez toujours été là pour nous, demain qu'est-ce qu'on va faire ?, témoigne Dominique Henning. Par exemple, j'accompagne un gamin de douze ans en grosses difficultés scolaires, en septembre je l'abandonne ? »

Le conseil départemental argue que les dispositifs de droit commun, telles les missions locales ou les unités territoriales de prévention et d'action sociale, seront à même de les accompagner dans les quartiers concernés. Mais les éducateurs n'y croient pas: les jeunes qu'ils accompagnent ont besoin qu'on vienne vers eux, ils ne sont pas toujours en capacité de solliciter eux-mêmes les dispositifs existants.

Que se passerait-il si demain ces deux clubs fermaient? Grand silence des éducateurs mobilisés. Puis une réponse, unanime: les quartiers où ils sont implantés redeviendraient des quartiers classés politique de la ville. Rozenn Le Berre